

T2137 - 391 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 391 JEUDI 5 MARS 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

hebdomadaire

En France

LIBERTÉ : UN ESPACE EXIGU

Editorial

Il est toujours désagréable de voir disparaître un moyen d'information, fut-il *Libération*, journal pour lequel notre jugement resta toujours critique. Mais, par delà les tirades philosophiques, dithyrambiques, faussement justificatrices et inutiles, il y a le fric, toujours le fric !

La liberté d'expression ? Elle se terre et se travestit dans ces médias qui nous enserrent et desquels *Libé* ne déparait guère. Une vingtaine de grands quotidiens et d'hebdomadaires à couverture nationale, sans oublier la puissante presse régionale, les six chaînes de radio-télé, façonnent et chloroforment l'opinion publique par une information filtrée, calibrée selon les idéologies dominantes bien pensantes, les cliques au pouvoir, le capitalisme. Comment s'étonner que l'on n'entende guère parler de tout ce peuple des réfractaires à l'armée, à la culture bourgeoise, à la religion et à l'Etat ? Comment s'étonner que tous ceux qui ne répondent pas au profil exigé par l'establishment soit réduit dans le ghetto de la marginalisation !

La liberté d'opinion ? Conséquence logique des effets réducteurs perpétués par les grands moyens d'information, elle existe virtuellement, mais est refusée à tous ceux qui prétendent offrir une alternative sociale différente. Concrètement, par exemple, elle est refusée ici ou là à ces fonctionnaires de l'Etat qui, s'insurgent contre l'institution militaire en renvoyant leurs papiers d'enrôlement. Elle est refusée à des militaires du contingent, à Toulon, qui n'ont pas le droit, comme tout citoyen, d'aller où bon leur semble et précisément à une réunion publique libertaire. « Sécurité-Liberté », les Renseignements Généraux veillent sur nous...

La liberté d'hier et d'aujourd'hui, c'est, avant tout, celle des riches. Le pouvoir est à eux... la liberté aussi. Vous avez dit bizarre ? tiens donc.

Officiellement les chiffres sont nets : 1 700 000 chômeurs. Un million sept cent mille hommes et femmes qui disposent de la liberté de crever et qui restent à la merci des nantis, des profiteurs. Vingt et un millions de travailleurs, en France, à la merci, en ce qui concerne leur emploi, du bon vouloir et du savoir-faire capitaliste d'une minorité exploiteuse.

La liberté, c'est aussi celle des provocateurs à la solde de l'Etat et d'un patronat de combat. A Amiens, là encore, nos camarades organisateurs d'une fête antimilitariste en ont fait dernièrement et tristement les frais.

La liberté donc, en 1981 et à quelques semaines d'une échéance électorale importante, c'est toujours pour le peuple opprimé le droit de fermer sa gueule, ou l'impérieuse nécessité de participer à l'hypocrisie sociale. Deux manières, en définitive, de clouer le bec à la liberté !



PROCHAIN NUMÉRO : SUPPLÉMENT 4 PAGES SUR LA POLOGNE

réalisé par les envoyés spéciaux du ML en Pologne.

FP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - IZEURE
 ARDECHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 6^e, 7^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALASEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE - LA DEFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

La Seine-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Meulan, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigon, Brest, Montpellier, Sète, Châteaurox, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse.

 Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cèdex.
 Groupe de Troyes : pour tous contacts, écrire à Claude Garcerà, B.P. 2141, 37021 Tours-Cèdex.
 Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.
 Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois cédex.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
 Groupe Evreux-Louviers : - CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cèdex; - F.A., 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.
 Groupe Fresnes-Antony : du lundi au jeudi inclus de 16 à 19 h, le samedi de 16 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
 Groupe du 14^e : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15^e). Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.
 Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local - salle communautaire du moulin de Paris, 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).
 Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, 75011 Paris. Permanence le 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (souffle 08-05-81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2^e étage, salle Est.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11^e (M^o Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Nous informons les lecteurs, sympathisants et personnes intéressées de la constitution du groupe libertaire de Houilles-Sartrouville.

Les lecteurs intéressés par la propagande des idées libertaires sur l'île de la Réunion peuvent nous écrire : RI, pour la Réunion, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Le groupe anarchiste Quartier Nord de Marseille appelle les sympathisants libertaires de Marseille et de banlieue nord à la contacter via RI.

Un groupe libertaire est en formation sur Rambouillet-Versailles; que tous les anarchistes, libertaires, personnes intéressées contactent les RI.

Le groupe de Domont « Rouge y Negro » organise une réunion de sympathisants le vendredi 27 février. Rendez-vous sera donné à la gare de Domont à 19 h 45 et à partir de cette date, une réunion sera organisée toutes les trois semaines.

Les personnes intéressées par la propagande libertaire, par la création d'une liaison dans le département de la Saône-et-Loire peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot désireux d'entrer en contact avec la Fédération pour activités communes peuvent écrire à la toute nouvelle liaison départementale du Lot, RI, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Libertaires des Vosges, si vous désirez aider l'anarchisme à se développer, prenez contact avec la Fédération (liaison des Vosges), par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe libertaire est en formation sur Caen. Les personnes intéressées par une prise de contact peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires d'Evry intéressés par la création d'un groupe de la FA peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

Un groupe est en formation sur Bobigny et ses environs. Les libertaires intéressés peuvent contacter les R.I. qui transmettront.

Le groupe Fresnes-Antony augmente le nombre de ses permanences qui auront lieu à partir de maintenant du lundi au jeudi inclus de 16 à 19 heures, le samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 13 heures, au 34 rue de Fresnes, 92160 Antony.

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Des affichettes annonçant le dossier Pologne seront disponibles à la librairie du Monde Libertaire. Pour tout renseignement, téléphoner au 805.34.08.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18^e (M^o Blanche)

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 h à 20 h

26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 56 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Les élections ne changeront rien, ne comptons que sur nous mêmes.



Le groupe d'Angers vient d'éditionner une affiche deux couleurs (format 77 x 58). Prix : 0,60 F à partir de 10 exemplaires. (Ne pas oublier les frais de port)

Sous l'égide du groupe Sébastien Faure (Fédération Anarchiste, Bordeaux), l'école rationaliste F. Ferrer propose un programme d'études et de débats. L'école rationaliste n'est pas un lieu où l'on décide des actions. Cela est du ressort des groupes, mouvements, associations. L'école rationaliste est un moyen, un outil permanent par le libre examen, l'étude et la confrontation des idées, d'aider à l'information de celles et ceux qui sont engagés ou s'engageront dans le combat contre tous les dogmes, religieux ou étatiques.

L'école s'adresse aussi aux curieux intéressés par la connaissance et la discussion des problèmes sociaux. Ont déjà eu lieu : mardi 3 février à 20 h 30 : le combat de la classe ouvrière polonaise pour ses organisations de classe indépendantes, par J. Salaméro; mardi 17 février, 20 h 30 : consensus social, compromis historique... de l'accord Staliniens-Vatican, en passant par le recentrage de la C.F.D.T., l'intégration de l'UGT d'Espagne, des syndicats italiens... par J. Salaméro. A venir : mardi 3 mars, 20 h 30 : terrorisme et anarchisme, par J. Barrué; mardi 17 mars, 20 h 30 : terrorisme et anarchisme (suite), par J. Barrué. Suivront ensuite des études-débats sur le nucléaire, laïcité, l'Eglise et l'école (31 mars, 14 avril, 28 avril, 12 mai, 26 mai, 9 juin, 20 h 30).

Groupe de Bordeaux



Le groupe Jacob vient d'éditionner un autocollant deux couleurs sur la peine de mort (format 12 x 16,5) au prix de : 20 F, par paquet de 50, 0,40 F l'unité jusqu'à 50.

Sommaire

PAGE 1 Editorial
 PAGE 2 Activités des groupes FA
 PAGE 3 En bref
 Entraide ouvrière
 La fièvre du sam'di soir
 Voir clair et parler net
 PAGE 4 A Boulets Noirs
 Pourquoi ?

Phallocratie, vaginocratie
 Marchais nous voilà
 PAGE 5 De la laïcité
 PCI : la troisième roue
 PAGE 6 Informations Internationales
 PAGE 7 Livres, spectacles, B.D.
 PAGE 8 La disparition de Libération

Abonnez vous!

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	50 F	55 F	78 F	Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
26 n°	95 F	110 F	150 F	Tél. 805.34.08
52 n°	180 F	210 F	280 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Reglement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

Judi 5 mars aura lieu la séance du TPFA de Reully à Paris. (M^e Reully).

Le groupe écologiste libertaire propose une soirée sur la naissance sans la violence avec film et débat, vendredi 13 mars à 20 h 30, salle Marquard, Sainte-Savine.

La crise frappe même chez eux : l'armée vient de mettre à l'étude une version modifiée du fusil FAMASS 5,56 à air comprimé et nécessitant des champs de tir de dimensions réduites. De sources généralement bien informées, le fusil à tirer dans les coins est bientôt prêt. Ouais, ouais...

Le 5 mars 1981, Claude Antonini chantera des chansons de Gaston Couté à la MJC d'Epinal. Il s'accompagnera à la guitare, au mélodéon et concertina.

Le Comité de soutien aux Indiens d'Amérique du Nord organise une projection des films *Déne Nation* et *Mon Pays est ma vie* le 6 mars 1981 à 20 h 30 au 3, rue Clavel 75019 Paris (métro Pyrénées).

Le laboratoire de recherche de la Cie des signaux se trouve occupé par les travailleurs de Lorient et de Brest, qui protestent contre les licenciements annoncés par la direction de l'entreprise. Cause des licenciements : restructuration des branches de production de télécommunication vers le matériel militaire. Affaire à suivre.

Bernard Quenu, membre de l'Union Pacifiste de France, passera en procès le 7 avril au tribunal d'Arras pour renvoi de livret militaire. Contact et soutien : B. Quenu, 38, rue Branly, 62000 Arras.

Thierry Caradac, déserteur, est en grève de la faim depuis le 20/02/81, suite à son jugement, le 19 février dernier, qui le condamnait à huit mois d'emprisonnement, en solidarité avec Daniel Bolzer et Alain Negron.

Objet de perpétuelles tracasseries des autorités, Vaïma ne cesse, tout en militant activement, de jouer à cache-cache avec la répression. Le 13 novembre dernier, il sera inculpé, au nom d'*Asis de Recherche* et en tant qu'actuel directeur de publication, de provocation à l'insoumission. L'armée vient aujourd'hui arbitrairement (mais qui s'en étonnera ?) de rouvrir le dossier militaire pourtant clos depuis 2 ans de notre camarade Vaïma. Les autorités entendent donc le juger le 19 mars prochain pour insoumission. Nous pouvons vous dire qu'il y sera. Pas en tant qu'inculpé. Pas pour s'justifier. Pas pour être condamné. Il y sera en tant qu'envoyé spécial d'*Asis de Recherche*. Pour y donner la parole aux réfractaires emprisonnés. Pour y être le haut-parleur des insoumis totaux clandestins.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

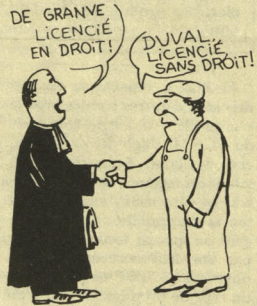
Par une soirée du mois de décembre, nous sommes allés à une conférence du groupe de Toulon. Pour ma part, c'était la première fois, je faisais connaissance.

Plus tard, au début du mois de février, nous avons été appréhendés par deux inspecteurs de la Sécurité Navale. Après une fouille en règle de nos placards, ignorant d'abord les raisons pour lesquelles ils s'intéressaient à nous, ils nous ont ensuite emmenés au bureau de la Sécurité Navale. Là, nous avons subi un interrogatoire en bonne et due forme, sous prétexte de recherches sur la drogue, pour en venir à nos activités anarchistes. Ils nous ont fait remplir chacun une déclaration « libre et sans contrainte » (dictée par leurs bons soins...) sur nos opinions politiques et notre avis sur l'armée. Confiscation du ML, interdiction de se rendre à d'autres réunions anarchistes et de fréquenter des sympathisants et des militants sous peine de sanctions sévères. Affaire à suivre...

Deux appelés de Toulon

ENTRAIDE OUVRIÈRE

Avilars, près de Saint-Etienne, les coopératives de production de la Loire et de la Haute-Loire tenaient le 20 février une assemblée régionale. Participaient notamment à ces assises Loire/Haute-Loire : Jiraby Confections, C.O.G.E. COOP, Firminox, Loire Agencement, Velay-SCOP, l'atelier du parc du Pilat, et la coopérative de confection stéphanoise, "Manufacture Scop", dont on a beaucoup parlé, n'assistait pas à cette table ronde à Villars. Bref,



pant n'a porté l'affirmation selon laquelle pour arriver au socialisme autogestionnaire, il faut abattre le pouvoir politique, c'est-à-dire la violence de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les anarchistes proposent une réorganisation complète des rapports sociaux parce que le type de vie dans lequel nous sommes inclus aujourd'hui est intolérable. Il faut abattre ce système hiérarchique de prédominance pour créer un nouveau type de comportement social. Il faut sortir d'une mentalité d'assistés, prendre sa vie en main, prendre conscience de soi, prendre ses responsabilités totalement, car le socialisme libertaire, anti-étatique ne sortira pas de noules préétablis. L'établissement de l'association volontaire, libre des producteurs et consommateurs passe par la suppression du principe d'autorité et aussi de la valeur marchande des instruments de production.

Claude CLÉMARON

tout était prêt pour instaurer la légende de ces coopératives asselées.

L'avenir des expériences autogestionnaires est toujours incertain. En quelques années, ces coopératives devenus patrons sont tombés dans le guet-apens dont il était impossible de réchapper. Ce vendredi, dans la banlieue de Saint-Etienne, aucun partici-

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans la dernière ligne du deuxième communiqué, en page 3, du numéro 390 du *Monde Libertaire*. Il fallait lire : «... tous les partis dont la prise du pouvoir d'Etat est l'OBJECTIF », et non l'objection.

AMIENS

LA FIÈVRE DU SAM'DI SOIR

C'EST le 21 février que se déroulait le gala ROCK CONTRE L'ARMÉE, organisé par le groupe anarchiste d'Amiens. Dans notre esprit, ce gala avait pour but de présenter un festival rock, de sensibiliser les spectateurs sur l'inculpation de 27 personnes pour injures envers l'armée. D'autre part, choisir la musique rock permettait de toucher un autre public, qu'on a rarement l'habitude de contacter par ailleurs. Disons-le tout net, l'échec de ce gala nous amène à en tirer certaines leçons pour l'avenir.

Trois facteurs simultanés auront concouru à ne pas faire de ce gala l'instant de révolte qu'on désirait contre l'Etat et son armée. Ce fut d'abord et avant tout l'arrivée, de Paris, d'une bande organisée qui fit tout son possible pour saboter notre gala et empêcher toute expression antimilitariste : tables de presse renversées (CLO, SCI, écologistes? préféraient remballer leur matériel, tracts d'*Asis de Recherche* dispersés...), panneaux d'information brûlés petit à petit dès que nous avions le dos tourné, pressions continues sur les organisateurs et sur le public. Ce sont ces mêmes tristes connards qu'on a déjà pu voir venir nous emmerder au concert de Lavilliers, à Pantin, ou qu'on voit régulièrement semer le bordel partout où ils le peuvent (Plogoff, La Hague...). Au concert Roch Against Police, ce sont eux qui assuraient le service d'ordre ! Ils en profiteront pour faire rentrer gratuitement les deux tiers de la salle, laissant aux organisateurs un déficit de plusieurs millions. L'Etat aurait voulu nous faire taire qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Plusieurs faits nous donnent à penser que cette bande était manipulée par les flics : elle avait, dès le vendredi, préparée son arrivée et s'était équipée sérieusement en bombes lacrymos, barres de fer... Leurs provocations seront continues, mais bien dosées : il s'agissait de faire monter la pression petit à petit afin que ce soit l'ensemble du gala qui soit saboté. De plus, ils arrivèrent à mettre une partie du public avec eux en leur assurant que le service d'ordre était mis en place contre lui. Enfin, dans l'après-midi, à plusieurs reprises, de jeunes immigrés furent « lacrymogénés » sans qu'on sache par qui ! Tous leurs discours prouvaient qu'ils en voulaient manifestement à la Fédération Anarchiste, et qu'ils recherchaient l'affrontement. C'était évidemment le meilleur moyen de discréditer et d'enrayer le développement de la Fé-

dération Anarchiste à Amiens. L'avenir dira s'ils ont réussi. Quoi qu'il en soit, les tensions continuèrent à s'accumuler à cause des méthodes fascistes de ces bouffons qui n'avaient pas peur de se revendiquer de l'autonomie ! Vers une heure du matin, ce sera l'affrontement violent entre les militants de la FA et ces pseudo-autonomes auxquels vinrent se joindre une cinquantaine de personnes du public qui n'avaient manifestement rien compris au film ! Seule, l'arrivée de plusieurs fourgons de flics appelés par les pompiers de service y mettra fin. Bilan : deux militants de la FA grièvement blessés et de nombreux dégâts qu'il nous faudra rembourser.

Le deuxième facteur qui contribua à augmenter la confusion fut le retard avec lequel commença la partie musicale du gala. Forfait des groupes qui devaient débiter le festival dans l'après-midi, Héros, Mass-Media n'étant pas venus, sans même avoir daigné nous prévenir (à boycotter donc au cas où ils passeraient par chez vous). Le premier groupe, Les Irradiés, avait confondu répétition et concert et fut incapable de jouer une musique correcte. Les groupes restants, devant la tournure que prenaient les événements, hésitaient à jouer, craignant pour leur matériel ! Et Vince Taylor était bien là, mais complètement bourré dans le troquet voisin... Finalement, seuls Corbeau Mort et TNT (dont nous reparlerons bientôt) firent une prestation digne de ce nom ; Vince nous donna un rock rétro et poussié, et la Souris Déglinguée commença à jouer quand la bagarre éclata et préféra remballer son matériel.

Enfin, le troisième facteur fut l'attitude d'une partie du public amiénois qui confond trop souvent les anarchistes avec les petites sœurs des pauvres. Des anars organisent un gala, la belle aubaine ! Allons-y en pleurnichant un peu, on arrivera bien à rentrer gratis. Avec un peu de chance, on aura peut-être en plus un esquimau gratuit à l'entracte ! Mis à part ces pauvres kids amiénois, bons fils de bourgeois pour la plupart, il y a en plus tous les fachés chroniques issus des grands ensembles qu'on ne peut laisser dehors parce qu'ils n'ont pas le moindre centime en poche. Et de fait, sur le millier de personnes qui sera passé au Cirque, seules 400 environ auront participé financièrement. C'est la conjonction de ces trois facteurs qui fait que nous retirons une amertume certaine de ce gala. A nous d'en tirer les leçons.

Groupe d'Amiens (FA)

Syndicalisme

VOIR CLAIR ET PARLER NET

« **N**OUS rappelons que nous sommes les héritiers des anarcho-syndicalistes qui ont fait la Charte d'Amiens. C'est grâce à eux qu'en France le syndicat n'est pas subordonné à un parti politique. C'est tout le sens de la Charte d'Amiens définie à un moment de l'histoire du mouvement où il était nécessaire de construire un syndicalisme de lutte de classes face à la bourgeoisie ».

Qui a dit cela ? Mais c'est Henri Krasucki, bien sûr, présentant le 5 décembre dernier son livre *Syndicats et Unité* (sic) aux ouvriers syndiqués du Livre. Langage étonnant à la CGT puisque dans cette centrale on dénonce dans les cours syndicaux de base « tout ce qu'avaient de gesticulatoire les anarcho-syndicalistes... ». Il est vrai que Krasucki précise bien « à un moment de l'histoire » ; ce moment semble bien passé, puisque depuis les années 20 il y a un parti communiste seul capable d'apporter l'élan révolutionnaire aux pauvres ouvriers qui, par eux-mêmes, ne peuvent qu'accéder à une « conscience trade-unioniste » !

Bref, encore une fois, malgré de hauts discours sur l'indépendance de la CGT, celle-ci se met pas à pas dans l'ombre du grand frère. Le PC émet une opinion, et quelques jours après un dirigeant éclairé de la CGT reprend la balle au bond. La chose semble pourtant simple : pour être syndiqué il faut travailler ; le syndicat, qui ne rassemble que des travailleurs, est donc la seule organisation de classe. Celle-ci, les rassemblant sur la base de leurs intérêts concrets, affronte le capital sur le terrain économique, là où les choses se décident. Elle devrait, dans la lutte de classes, avoir le rôle primordial, mener sa propre politique. S'il y a divergence, un accord doit avoir lieu entre les divers courants. Et tout ceci (on a presque honte à devoir le rappeler...) en ayant à l'esprit que l'intérêt de la classe ouvrière ne doit pas être sacrifié à des intérêts de partis, ces organisations où un patron peut adhérer s'il pense généralement...

C'est juste ce qui, le moins qu'on puisse dire, n'a pas été fait. Après les grèves de Mai 68, un grand courant unitaire animait la classe ouvrière française. Des états-majors éclairés ont dévoyé ces aspirations en mettant la CGT et la CFDT dans l'orbite de l'union de la gauche. Tout le monde

devait se mobiliser dans un engagement quasi inconditionnel. Si l'on élevait la voix pour émettre l'idée que le syndicat avait sa propre politique, que l'accrocher à une perspective électorale était changer la nature de celui-ci, lui faire quitter la lutte de classes pour n'être plus que l'expression confuse d'un mécontentement destiné à être repris en main par une avant-garde interclassiste, ça y était : on était de droite.

L'anathème était lancé, les regards courroucés, on était « objectivement » l'allié du grand capital. Nous qui pensions naïvement qu'on devait prendre le problème à sa base : dans les bureaux, les ateliers, partout où des gens vendent leur force de travail à un patronat soucieux de ses intérêts... La lutte, c'est bien, disaient-ils, mais il faut un prolongement politique indispensable : l'union de la gauche. On connaît la suite, Georges, François et les autres se fâchent... et les syndicats se mêlent à la querelle. Ajoutez à cela un chômage important, et vous obtenez une désyndicalisation en masse, des militants qui abandonnent, des permanents effarés à la pensée de devoir retourner au boulot car les cotisations ouvrières ne suffisent plus à les payer...

Avons-nous intérêt à nous réjouir, nous, anarcho-syndicalistes, de cet état de choses ? Les bureaucrates en place en prennent un coup, mais nous aussi. En effet, se syndiquer, payer des cotisations, n'est pas toujours évident, pourtant c'est l'organisation minimale contre le patronat. « Paye les timbres, on s'occupe du reste », disent les dirigeants syndicaux de tout poil. Nous anarcho-syndicalistes, nous proposons au travailleur de retrouver la base du syndicalisme, l'entreprise, là où se situe la vraie lutte. Nous disons qu'il faut reprendre ses affaires en main ; le syndicat, c'est lui, et non les bureaucrates qui parlent en son nom et qui ignorent depuis longtemps la pression patronale. Et ce n'est pas chose facile, nous allons à l'encontre de tous les rouages qui disent : Ne vous inquiétez pas, on s'occupe de tout ! Payez, nous ferons le reste ! Mais c'est à ce prix que le mouvement libertaire retrouvera son influence dans la classe ouvrière. L'époque n'est pas aux discours triomphalistes, il est au militantisme quotidien, pour construire l'avenir.

Jean-Pierre GERMAIN

Mise au point

Au cours de la dernière commission exécutive de l'Union des Syndicats Force Ouvrière de la région parisienne, il a été longuement question du *Monde Libertaire*. Nous sommes de ceux qui ne pourrions que nous en réjouir, s'il ne s'était agi que de commenter un entrefilet dans notre journal qui véhiculait une information déformée. Il est vrai que notre camarade J.-F. Farges a été remplacé au secrétariat de l'Union, mais il ne s'agissait que d'un mouvement normal motivé par des appréciations différentes des problèmes organisationnels et par sa pratique de la politique du fait accompli, sans plus. Maurice JOYEUX — Pepito ROSELL (membres de la commission exécutive des syndicats Force ouvrière de la région parisienne)

Le camarade Joyeux demande aux lecteurs qui possèdent deux ou plusieurs exemplaires des premiers de La Rue de lui bien vouloir lui envoyer leur double.

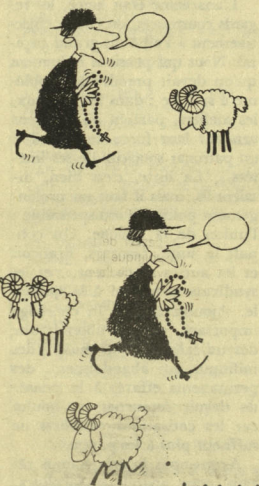
A BOULETS NOIRS

Sacrés farceurs !

Six mille personnes, venues de toute la France et de l'étranger, ont assisté à Châteauneuf de Galaure, dans la Drôme, aux obsèques de Marthe Robin, une paysanne clouée sur son lit par une paralysie depuis soixante-deux ans.

Les prêtres affirment que de puis l'âge de vingt-cinq ans, la malheureuse ne se nourrissait que d'hosties, présentait, tous les vendredis, les stigmates du Christ. « Elle était, disent-ils, en relation privilégiée avec Dieu ».

Il faut tout de même préciser que depuis plus de cinquante ans, elle vivait recluse et dans



l'obscurité et que, mis à part un ou deux curés et quelques rares visiteurs, personne ne pouvait l'approcher. Surtout pas les vendredis !...

Officiellement très prudente, l'Eglise n'a jamais voulu se mouiller. Imaginez en effet que la supercherie ait été découverte accidentellement !... L'Eglise s'est bornée à laisser opérer quelques prêtres qui n'ont d'ailleurs pas perdu leur temps puisqu'une immense chapelle de béton et de verre, aux lignes futuristes (soyons modernes, Seigneur !) a été édifée sur les lieux, et que cinquante-six foyers, « patronnés » par Marthe Robin, ont été mis en service à travers la plaine.

Le Vatican est champion pour créer des entreprises...

POURQUOI ?

DANS le précédent numéro du ML, j'ignorais tout du sort de Libé. Un canard qui meurt (même s'il doit renaître prochainement, paraît-il) n'est jamais un événement réjouissant. Mais dans le cas de Libération, que se passe-t-il ? Jamais l'arrêt de parution d'un quotidien n'aura suscité autant de questions sans réponse.

L'affaire était-elle définitive ? Non, au contraire, mais il fallait licencier du personnel ! Pourquoi ?

La lecture du dernier numéro de Libé et des autres quotidiens ne nous apportent que peu d'éléments pour éclairer notre lanterne. L'équipe avait perdu son homogénéité. A quels propos, pourquoi ?

Zina Rouabah soulève peut-être un coin du voile en faisant allusion au fait que dans l'hypothétique reparation de Libération, il y aurait de la publicité... ce qui signifierait qu'on passerait du journalisme libre au journalisme alimentaire.

Tous les médias ont fait allusion à la direction de Libé, à l'assemblée gé-

Maintenant, l'affaire est bien partie et Jean-Paul II a donné le feu vert. Deux cents évêques et curés étaient présents aux obsèques, avec autant de ciboires que l'autel. La télé était présente, et FR3 en a fait l'événement principal du bulletin d'informations régionales. Il y a de l'avenir pour les pèlerinages, d'autant plus qu'il est maintenant question de canonisation.

Ainsi, l'homme va dans la lune et ses engins sillonnent le ciel, mais sur terre, nous sommes toujours en plein Moyen-Age.

Le trafic de l'opium du peuple prospère dans les succursales de la Mafia de Saint-Pierre. Mais ses gros bonnets, porteurs de mitres, n'attirent pas les foudres de Georges Marchais !

S.B.

Robert Galley, champion toutes catégories

Champion en tant que cumulard, bien sûr. Ce gaulliste « historique » est à la fois : ministre de la Coopération, ministre de la Défense, député de l'Aube (par suppléant interposé), sénateur de l'Aube, maire de Troyes, président du Sivomat, conseiller général du canton des Riceys... et giscardien !

Il faut croire que ce colosse se sent des pieds d'argile. Il vient en effet de prendre une décision importante quant au journal qui chante ses louanges tous les mois : *L'Avenir troyen*. Mais écoutons Robert Galley lui-même : « Le présent numéro de *L'Avenir troyen* que vous tenez entre les mains, cher concitoyen, chère concitoyenne de l'Aube... a été diffusé dans l'ensemble des foyers de notre département, dès ce mois de janvier 81.

L'Avenir troyen-Aube demain (c'est le sous-titre), avec un tirage de 110 000 numéros, devient le mensuel politique, l'organe de presse le plus diffusé de notre département. »

Vous avez bien lu : 110 000 exemplaires pour un département de 292 325 habitants. Enfin, les bonnetiers licenciés pourront toujours se reconvertir dans l'imprimerie... Et comme nous sommes polis et bien élevés, nous ne poserons aucune question sur le financement de ce journal.

Y.P.

Phallocratie, vaginocratie

A Strasbourg vient de s'ouvrir il y a quelques temps un nouveau local pour femmes : La Lune Noire. Son but : être un lieu de rencontre et d'échange pour femmes exclusivement ou presque. Car les hommes sont néanmoins « éventuellement admis » aux soirées culturelles. Par ailleurs, ma boîte aux lettres abonde de courrier pour « femmes » : semaines d'actions : « Femmes contre la guerre et le militarisme », « insoumission des femmes au service militaire », « Femmes et non-violence », etc.

Entre ces deux faits, un point commun : les femmes. Et le reproche que je leur fais : SEULES les femmes ! Pourtant, rien de nouveau : ces deux phénomènes s'inscrivent bien dans la ligne du temps : émancipation de la femme, lutte contre la phallocratie, mouvements féministes. Ce sont des luttes pour lesquelles je me sens pleinement solidaire, mais dont l'aspect exclusif et sexiste me chiffonne. Que signifient donc tous ces slogans scandés à tue-tête par nos consœurs féministes invétérées, dans les manifestations pour le droit à la contraception, à l'avortement, à la libre disposition de son corps et de sa sexualité ? Serait-ce des problèmes typiquement et uniquement féminins ?

Si la nature a fait en sorte que ce soit dans le ventre de la femme que naît la vie, cela donne sans aucun doute à la femme le droit de faire de ce ventre ce qu'elle veut et de le partager avec qui elle veut. A cela, nulle objection n'est valable. Si cependant au cours des siècles des oppositions fortes se sont dressées contre ce droit (élémentaire à mon avis), les causes sont à rechercher dans le système de pensée judéo-chrétienne (pour la civilisation occidentale) et d'une manière plus générale, dans le système autoritaire qui a façonné une société dans laquelle la femme a été assimilée à une esclave, celle de l'homme, lui-même esclave du système. Soumise à l'autorité de son mari, contrainte à l'enfantement et ligotée à sa progéniture et enfin humiliée dans sa sexualité par une morale avilissante, la femme vécut dans l'ombre de l'homme. Pour certaines, la charge était double car en dehors du foyer, il fallait affronter le monde du travail avec ses contraintes et les railleries dues à son sexe. Puis les grands bouleversements, les femmes illustres, Louise Michel, les Communistes, les premières institutrices, Madeleine Pelletier, Séverine, Emma Goldman et tant d'autres. Des figures de l'histoire, des femmes qui se sont battues pour la cause de leur sexe, mais qui ont aussi lutté avec et à côté des hommes. C'est en cela que leur lutte fut et restera admirable : conscientes des problèmes de leur nature et de l'hypocrisie d'une morale foncièrement misogyne, elles ont eu la justesse d'esprit d'élargir leurs revendications libérales à l'humanité entière, c'est-à-dire d'y inclure également les hommes. Tout en se battant pour leur propre émancipation, elles ont exigé l'affranchissement de leurs compagnons masculins de ce système autoritaire. Leur mouvement les a associées, hommes et femmes, dans l'effort commun pour briser les chaînes d'esclavage et de désignation dans lesquelles la supercherie religieuse et étatique se plaisait à les maintenir.

Cette tranche de l'histoire du mouvement des femmes n'est pas à ranger dans un livre bien calé dans une bibliothèque. Elle devrait servir du tremplin aux mouvements actuels, être l'amorce d'une réflexion beaucoup plus poussée que la simple vision bi-partiste de l'humanité : les hommes d'un côté et les femmes de l'autre.

Ces femmes, qui de nos jours se battent, certes, pour des choses importantes, se rendraient alors compte que leur lutte restera stérile si, par elle, elles n'entrevoient pas un bouleversement des structures existantes. Faire de la contraception par exemple une affaire purement féminine, c'est faire le jeu du système phallocratique qui continue d'enfermer les femmes dans des « domaines à femme ». Vouloir accéder à des fonctions jusque là ouvertes aux hommes seulement, c'est cautionner le système des classes et justifier encore et toujours l'exploitation. La seule solution aux problèmes des femmes ne peut découler que de l'union des femmes ET des hommes dans la réalisation d'un même projet : l'avènement d'une société anarchiste dans laquelle les rapports homme/femme/enfant/travail... seront reconsidérés et permettront à chacune et à chacun de s'épanouir pleinement.

MARTINE (liaison Bas-Rhin)

Marchais, nous voilà !

DEVANT la crise économique et l'accroissement du chômage, toutes les stratégies électorales semblent bonnes. Et l'on voit renaître des formes de propagande qui cherchent à réactiver des mécanismes archaïques de comportement. En Amérique, c'est la renaissance du héros, du mythe du cow-boy américain : il est grand, il est fort, il vient sauver son peuple de la destruction et surtout recréer la cohésion sociale au sein d'une société divisée — c'est Reagan le justicier, pur produit des médias, qui vend de la politique comme autrefois il a vendu de la pâte à dentifrice.

En France, renaissance des mythes sous d'autres formes avec la « nouvelle » stratégie électorale du PCF. Il s'agit ici de rechercher des boucs émissaires, autre solution magique. Le bouc émissaire se caractérise historiquement par sa marginalité relative à l'égard du groupe social dominant, par une différence ethnique ou physique. Le PCF emploie donc un type de propagande qui n'est pas nouveau puisqu'on y trouve des thèmes chers au national-so-



cialisme d'Hitler, maître en la matière : goût du scandale, appel aux émotions de masse, confusion dans les thèmes, utilisation de l'ignorance. Et surtout le recours à des boucs émissaires, qui s'accompagne de la réactivation de thèmes nationaux.

Trouver des victimes

Au cours des derniers mois, le PCF dévoile sa nouvelle stratégie à travers une série de coups de force : attaque à la pelleuse d'un foyer de Maliens, demande de fermeture d'un foyer Sonacotra, instauration d'un quota d'enfants étrangers dans les colonies de vacances, dénonciation d'un travailleur marocain. Jugeant probablement la police trop laxiste à ce sujet, le parti communiste relance le mythe de l'immigration créatrice de chômage et d'insécurité, parle de « seuils de tolérance ». Les coupables de la crise ont enfin été découverts ! Une idée intéressante, que celle de s'attaquer aux plus défavorisés plutôt qu'à l'Etat et à la grande bourgeoisie. Une idée d'autant plus intéressante qu'elle ne manque pas de réveiller le racisme latent chez les bons Français.

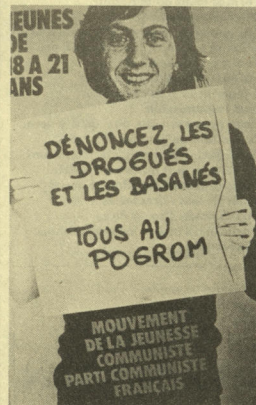
Par ailleurs, on sait que l'arrêt de l'immigration ne stopperait rien le chômage et risquerait même de l'aggraver dans certains secteurs par arrêt d'activité, les immigrés subissant actuellement des conditions de travail et des niveaux de salaires que peu de Français sont prêts à accepter.

Mais le PC ne rentre pas dans ce type de considérations. Il ne joue plus sur des idées mais sur des fantasmes. A quand le port de l'étoile dans les colonies de vacances ou dans les cités des municipalités communistes ? Il n'est pas toujours aisé en effet de distinguer un « vrai Français » d'un immigré...

Une jeunesse saine

Autre coup de force du PC : la drogue. Là encore, le procédé est ingénieux. Pour simplifier le problème, on confond les trafiquants et les utilisateurs. Sous couvert de démanteler des réseaux de trafiquants, on fait appel aux sentiments les plus généreux des individus qui dénoncent le voisin qui se drogue. C'est cela la participation. La lutte idéologique se ramène à des haines de voisinage. La lutte contre la drogue et la lutte contre les drogués, c'est la même chose. Quant aux « drogués », on ne saura jamais exactement ce que ce terme recouvre pour les dirigeants du PCF : est-ce le fumeur, celui qui se pique, faut-il aussi dénoncer les utilisateurs de gros rouge ? Rappelons que le fléau principal aujourd'hui, c'est l'alcoolisme qui fait plus de victimes que les drogues dures. Mais le PC, patronné par Ricard, ne peut évidemment pas scier la branche sur laquelle il est assis.

Lutte contre l'immigration, appel à la délation, le PCF dévoile un nouveau visage inquiétant. A travers sa pêche à l'électeur, où tous les coups sont permis, il révèle son profond



mépris pour celui-ci il le prend aussi pour plus beau qu'il ne l'est. Manifestation à Montigny-les-Cornelles contre la délation, débrayage dans un atelier de Renault-Billancourt contre la politique raciste du PC, baisse officieuse de la popularité de Marchais : il semble que le PC ait un peu surestimé notre seuil de tolérance.

Claire J.

SIC

Il faut saluer les concierges pour leur dévouement.

Maurice COUVE de MURVILLE

(à l'occasion de Législatives)

L'A de colonisate... tuite et ob... elle ? Tou... fans scola... à cette q... alors que... à ceux d'E... est sur tou... ce et de... sont que d... Laïcité, q...

Le Petit... c'est le «... de la socié... té religieu... aucun po... Egises auc... est laïc cel... de toute... Donc la la... et unique... l'Eglise et... laïque s'o... gieuse.

Et le g... de commé... l'école la... grâce au... Guernmeu... l'enseigne... ment cath... é...

Alors qu... des moyen... nistère de... sein du... (16,4% en... 1981), cell... ment priv... de 10,7%... 1981.

En qua... de la loi... une progr... dits de fo... à l'enseigne... ces crédits... 35 million... d'ajouter... de paiem... constructi... d'ateliers t... que la ch... publique, plus en p...

On com... responsab... et de l'en... confessionn... la laïcité.

Laïcité... La noti... de nos jou... séparation... (1) :

« L'edu... Guy Geor... du Syndic... teurs (SNI... de l'ignor... à voir, pe... même. C... vérité n'e... rien accep... que. C'est... le droit de... C'est don... bilités de... l'accès au... (Le Mond...

Ce à qu... sas, secré... National... également... PEGC, re... janvier (L... « L'educ... être neut... pluralisme... textes, c'... messages... l'école ou...

Formid... principes... l'autonom... des adult... dans la ré... l'éc... Dans la... Généraux... en cause... épanouiss... concepts p... (projet Je...

DE LA LAICITÉ

LAICITÉ, mot à la mode : on fête le centenaire de l'école de Jules Ferry-le colonisateur, l'école laïque, gratuite et obligatoire. Gratuite, l'est-elle ? Tous ceux qui ont des enfants scolarisés sauront répondre à cette question ! Obligatoire, alors que le mot Liberté, accolé à ceux d'Égalité et de Fraternité, est sur toutes les mairies de France et de Navarre ! Mais ce ne sont que des mots, n'est-ce pas ? Laïcité, qu'est-ce ?

Le Petit Robert nous dit que c'est le « principe de séparation de la société civile et de la société religieuse, l'Etat (1) n'exercant aucun pouvoir religieux et les Eglises aucun pouvoir politique » ; est laïc celui qui est « indépendant de toute confession religieuse ». Donc la laïcité serait simplement et uniquement la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1), l'école laïque s'opposant à l'école religieuse.

Ecole laïque et école religieuse

Et le gouvernement Giscard de commémorer le centenaire de l'école laïque ! Gouvernement grâce auquel furent votées les lois Guemeur, et autres en faveur de l'enseignement privé (dont 98% sont des établissements d'enseignement catholique).

Alors que régulièrement la part des moyens mis au service du ministère de l'Education diminue au sein du budget de l'Etat (1) (16,4% en 1977, mais 14,9% en 1981), celle de l'aide à l'enseignement privé ne cesse de croître : de 10,7% en 1977 à 13,2% en 1981.

En quatre ans, l'application de la loi Guemeur a entraîné une progression de 121% des crédits de fonctionnement affectés à l'enseignement privé. En 1981, ces crédits seraient de 13 milliards 35 millions auxquels il conviendrait d'ajouter 38 millions de crédits de paiements ouverts pour la construction ou l'aménagement d'ateliers technologiques (2). Alors que la charge de l'école laïque, publique, obligatoire incombe de plus en plus aux municipalités.

On comprend mieux que les responsables des établissements et de l'enseignement privés et confessionnels chantent et louent la laïcité.

Laïcité et... autonomie

La notion de laïcité a dépassé, de nos jours, cette seule idée de séparation de l'Eglise et de l'Etat (1) :

« L'éducation laïque, déclare Guy Georges, secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs (SNI-PEGC), c'est protéger de l'ignorance, c'est apprendre à voir, penser, décider par soi-même. C'est considérer que la vérité n'est pas définitive et ne rien accepter sans examen critique. C'est admettre pour chacun le droit de penser différemment. C'est donner à chacun les possibilités de sa réussite, et à tous l'accès au patrimoine culturel ». (Le Monde du 30/01/81).

Ce à quoi, Michel Bouchareissas, secrétaire général du Comité National d'Action Laïque, mais également membre du SNI-PEGC, renchérit à Paris le 31 janvier (Le Monde du 3/02/81) : « L'éducation laïque ne peut être neutre, c'est en réalité le pluralisme des doctrines et des textes, c'est le pluralisme des messages qui sont transmis par l'école ou par les médias. »

Formidable ! Ce sont là des principes libertaires ! Tendre à l'autonomie des enfants, donc des adultes. Mais qu'en est-il dans la réalité ?

L'école d'aujourd'hui

Dans la réalité, des Inspecteurs Généraux qui veulent remettre en cause « la doctrine du livre épanouissement fondée sur des concepts psychologiques dépassés » (projet Jean Couturier); des mai-

res qui affirment qu'« à deux ans, l'enfant a plus besoin des jupes de sa mère (3) que d'une collectivité anonyme. Sinon, c'est le truc des kibboutz et des pionniers de l'URSS ». (D' Bléchet, maire de Pontgouin); des instituteurs de maternelle; à Pontgouin justement, punies car ne voulant pas des classes avec trop d'enfants; une professeur condamnée à deux ans et demi de prison ferme par la Cour de Sûreté de l'Etat (1) pour être partie en vacances au Liban avec deux autonomistes corses, c'est Colette Meynard (4); une autre prof radiée parce que un an auparavant (mars 1980), elle avait été condamnée à un mois de prison avec sursis pour « culture, détention et usage de stupéfiants ». Tant police que justice reconnaissent (1) qu'il n'y a eu ni prosélytisme ni trafic (5). C'est ça, la laïcité ?

Dans la réalité, des instits qui s'enferment dans LEUR classe avec LEURS élèves, élèves assis bien sagement, bras croisés pendant six heures. Seul geste autorisé — pardon toléré : lever le doigt !; des instits pour lesquels la pédagogie est punition et brimade comme cet instit, cas fréquent, d'une école des Landes, dont les élèves sont systématiquement privés récréation (voir le Monde Libéraire n° 389 du 19 février); des instits pour lesquels « ne rien accepter sans examen critique » consiste en des résumés trouvés dans des manuels scolaires (dont certains encore en usage datent du début des années 1950 !), résumés que les élèves doivent apprendre par « cœur », sans rien y comprendre (et alors ?); des élèves. Mais les enfants dans tout ça ? Les enfants ?

Déjà, on pouvait lire dans le Libéraire du 23 avril 1905 : « On plie les enfants à la soumission aveugle, à l'acceptation muette de ce qui est la plus grande des vertus enseignées, l'obéissance. Le plus grand de tous les crimes, désobéir. Un bon écolier, c'est-à-dire plus tard un bon ouvrier, un bon soldat, un bon esclave. L'enseignement de l'école laïque n'aboutit pas à autre chose. Partout s'éveillent les consciences. De tous côtés sourdent les germes des révoltes raisonnées. L'école est là, murée, sombre, inébranlable de routine; elle barre l'avenir de sa ligne noire. »

Rien, non, rien n'a changé ! Pourtant, un peu partout, des instits en ont ras l'bol, veulent travailler autrement AVEC LES ENFANTS, veulent former des équipes pédagogiques. Hou !... le vilain mot est lâché, allons nous cacher... A peu près seul le SGEN-CFDT y est favorable, le SNI ne veut pas en entendre parler (un syndicat ne s'occupe pas de pédagogie); mais c'est quoi au juste ces équipes pédagogiques ?

(à suivre)

Dans un prochain numéro : « Des équipes pédagogiques, pour quoi faire ? Vers une pédagogie libertaire. »

J.P. BERRAUD

(1) Prière de le laisser dans les toilettes où vous l'avez trouvé ! (ML du 19/02/81).

(2) Pour tous ces chiffres, cf. l'article de Edwy Plenel dans Le Monde du 19/02/81.

(3) Ohé ! Les nouveaux pères ! (4) Pour toute précision, s'adresser aux unions locales CFDT, particulièrement du SGEN.

(5) Affaire à suivre qui fait du bruit dans la Mayenne ! Dès qu'ils ont eu connaissance de la radiation, les enseignants du LEP où travaillait ce prof se mettaient en grève à... 93% ! Le même jour (15/01/81), les bureaux départementaux du SGEN, SNES, SNETP-CGT, SNETAA, réunis à Laval, adoptaient une position de soutien.

PCI

LA CINQUIÈME ROUE !

FACE à un PCF sectaire, marginalisé, démagogue, au verbalisme stérile et cantonné dans une attitude de poujadiste aux accents nationalistes et racistes, le PCI fait figure, surtout depuis qu'il s'est rendu célèbre par son « compromis historique » avec les catholiques, de parti ouvert, responsable, bref prêt à assumer des charges, même gouvernementales.

Qu'il s'agisse de démocratie interne, de dialogue avec les autres forces politiques « populaires », de « modération » en matière de revendications sociales, de « réalisme » dans la politique extérieure, ou de prendre ses distances vis-à-vis des « partis frères », la leçon du PCI n'a pas été sans exercer une influence certaine.

Si l'euro-communisme s'est révélé être bien plus un slogan pour se prémunir et justifier les politiques respectives des PC occidentaux vis-à-vis de l'URSS, qu'une stratégie d'action internationale concertée, celui-ci n'a pas moins légitimé la recherche d'une voie nationale au socialisme, sorte de troisième voie, entre le réformisme et la dictature de parti, qui a présenté en Italie pendant un moment l'attrait du possible. Cependant, une simple opposition de forme entre les attitudes contrastantes du PCI et du PCF risque de ne pas rendre compte de la complémentarité de ces deux démarches. L'attitude de ces deux partis constitue en fait deux variantes possibles d'une même pratique réformatrice à l'intérieur d'un même modèle affiché de passage à la société socialiste (respect du pluralisme et des institutions démocratiques). Le PCI, contrairement à son homologue français, paraît avoir de son côté le charme de la crédibilité et surtout incarner, aux yeux d'une grande partie de la classe ouvrière italienne, l'espoir du changement dans une société bloquée.

En se faisant le porteur des exigences de rationalisation et assainissement du système productif et politique italien, en permettant d'abord à l'Etat italien de contrer et ensuite de briser toute manifestation autonome de la classe ouvrière, en poursuivant son projet anti-libertaire d'unité nationale face à l'« éversion », le PCI ne reste pas moins un des soutiens les plus actifs du capitalisme et de la bourgeoisie italienne.

Après la percée électorale du PCI aux élections législatives de juin 1976, qui avaient permis aux communistes italiens de dépasser le seuil jugé critique des 30% des suffrages, il était d'usage chez les politologues de s'interroger sur la « nature » du PCI, à savoir s'il continuait à être un parti « anti-système » ou bien s'était-il engagé dans un processus de participation-intégration au pouvoir en tant que nouvelle force réformatrice « socio-démocrate ». C'est-à-dire que d'une fonction indirecte d'intégration de la classe ouvrière (détection, prise en charge, médiation des clivages sociaux et des revendications ouvrières) remplie par les PC occidentaux — que les plus avisés des politologues de la bourgeoisie s'étaient plu à reconnaître —

on s'acheminait pour le PCI vers un apport « constructif » au régime démocratique. Or, une telle façon de poser le problème permettait de passer sous silence la spécificité du PCI au sein de la réalité socio-économique du pays.

Confronté à un contexte caractérisé par l'inéquation des structures à beaucoup d'égards arriérées de la société italienne aux impératifs d'une nation à capitalisme avancé, le PCI, en échange du partage du pouvoir, s'est offert de réaliser les réformes nécessaires à la bonne marche du système. Réformes que la bourgeoisie italienne s'était montrée incapable d'accomplir d'elle-même et surtout de les faire accepter par les travailleurs en les présentant comme des « éléments de socialisme » qu'on introduisait dans le tissu social du pays. Ce point de vue, le PCI n'a fait qu'accentuer, ces dernières années, une politique de toujours. Si, officiellement, le « compromis historique » date des leçons que le PCI a cru tirer de l'échec du front populaire d'Allende au Chili (nécessité d'asseoir une éventuelle participation gouvernementale sur une base populaire la plus large possible, englobant ainsi les couches catholiques populaires et leurs représentants), cette collaboration a été toujours, avec plus ou moins de bonheur, pratiquée par lui. Ne voir là qu'une simple tactique opportuniste, style main-tendue-aux-chrétiens, serait se tromper lourdement sur la signification de cette politique. En choisissant dès le début de se placer sur le terrain institutionnel, en optant pour une gestion technocratique du pouvoir, en prenant bien soin de prévenir et contrecarrer toute revendication visant à remettre en cause pratiquement, sur le terrain des luttes le régime, le PCI aura été un facteur de conservation certain en échange d'un changement illusoire.

Ce qui n'était que du replâtrage et de la collaboration de classe est devenu, dans la bouche des dirigeants communistes, la voie italienne au socialisme. Pour justifier et convaincre les travailleurs italiens de prendre en charge la crise capitaliste, le PCI fera de l'acceptation de l'« austerité » (politique des sacrifices), le choix obligatoire, le « saut de civilisation » qui devait jeter les bases du dépassement du système actuel.

Dans les faits, le seul résultat tangible obtenu aura été de briser le pouvoir contractuel que les travailleurs avaient su arracher à un patronat récalcitrant et préparer le terrain à la réaction étatique et patronale. Les licenciements massifs de chez Fiat, il y a deux ans seulement « impensables », montrent bien comment les rapports de force se sont inversés pour la classe-ouvrière-la-plus-puissante-d'Europe, et que l'accumulation des « acquis » ne vaut rien si on n'est pas capable de les défendre. Plus encore, face à l'extraordinaire éclipse de nouvelles formes de luttes non

loupes du socialiste Craxi, solidement liés aux magouilles gouvernementales de toujours. L'option « PCI » reste donc une issue possible que le capitalisme italien se réserve au cas où il n'y aurait pas d'autre issue. Mais la DC a déjà prouvé être capable de se passer de l'aval du PCI pour mener sa politique liberticide. Usé par le pouvoir avant de l'avoir exercé, aujourd'hui le PCI est confronté à la nécessité de sortir du cul-de-sac dans lequel il a conduit sa politique de conquête progressive du pouvoir, tout en sachant qu'il ne dispose pas d'une politique de rechange.



médiatisées, extra-légales et de plus en plus radicales, le PCI s'est appliqué systématiquement à briser les espaces alternatifs tant culturels que politiques ainsi créés. Tout en bénéficiant par ailleurs des grandes vagues réformatrices qui ont secoué l'Italie de 1973 à 1977 (divorce, avortement, radios libres).

L'about principal du PCI aura été de s'être présenté comme un parti prêt à assumer la relève en vue d'une nouvelle gestion plus conséquente du capitalisme, à un moment où la classe politique et l'administration italienne, pourrie par le clientélisme et la concussion, ne parvenaient plus en mesure, à elles seules, de sortir du gouffre dans lequel elles s'enfonçaient chaque jour un peu plus. La collaboration avec le PCI a pu paraître un instant inévitable. Après 1976, ces dirigeants italiens ont pu peser de tout leur poids dans la direction du pays sans pour autant arriver à entrer au gouvernement. Le tort du PCI aura été de croire que la démocratie chrétienne aurait toujours besoin de lui. L'affaire Moro, en permettant à la DC de se refaire une sorte de virginité politique à bon marché, a mis à nu les limites d'un compromis historique dont la réussite reposait essentiellement sur le bon vouloir de la démocratie chrétienne. Malgré les gages de plus en plus importants que le PCI s'était empressé d'offrir à la DC et l'image de « bon ménage » potentiel qu'il s'était construit de longue date dans l'administration de villes comme Bolagne (symbole même de l'efficacité PCI, le parti aux mains propres...), il n'a pas réussi à convaincre la DC et le grand patronat à partager leur pouvoir.

Vu l'évolution de la situation politique actuelle, les faits nous prouvent que la DC a préféré miser sur la carte technocratique et l'efficacité des jeunes

Les dernières élections législatives ont confirmé le recul de l'influence du PCI. Mais, au grand soulagement de tout le monde (DC comprise), il n'y a pas eu d'effondrement des suffrages, les cadres communistes continuent à garder l'essentiel des positions dominantes acquises. Ils représentent, à l'intérieur d'un système politique de bipartisme imparfait, l'élément de cohésion du système lui-même, il légitime et entérine le statu quo actuel.

Profitant de toutes les occasions offertes par les scandales DC ou les grandes catastrophes nationales (gouvernement de centre gauche, tremblement de terre), le PCI cherche à redonner crédibilité à sa candidature gouvernementale. Le terrorisme aussi est apparu comme un bon terrain de rachat et le PCI, fidèle à lui-même, s'est fait solidaire et instigateur des mesures répressives et policières adoptées ces dernières années. Le chantre zélé d'un gouvernement d'unité nationale seul capable de prendre les mesures qui s'imposent. Non seulement il n'a jamais remis en cause les institutions « issues » de la résistance, mais il les a toujours défendues face à toute tentative éversive d'où qu'elle vienne. « Le terrorisme » étant « toujours de marque fasciste », ainsi que ses alliés « objectifs », bien sûr. Même chassé de l'antichambre du pouvoir où il avait réussi à s'introduire, même si le ton a durci et que maintenant on exige ce que l'on demandait, le PCI persiste dans sa politique réactionnaire de cinquième roue de l'Etat. Aujourd'hui plus que jamais, on peut parler du PCI comme d'une force de conservation sociale et d'« ennemi » de la classe ouvrière. Si le PCI avait un rôle historique, bravo, il s'est bien acquité de sa tâche !

M.G. (groupe Varlin)



informations internationales



L'Espagne toujours sous la menace du garrot

FRANCO. Le symbole de Franco est toujours bien vivant en Espagne. Cette petite flamme toujours présente depuis la mort du bourreau s'est ranimée, l'instant nécessaire pour se mesurer et pour tester



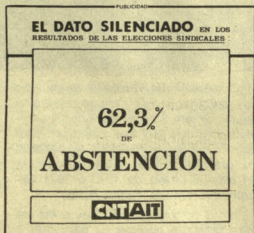
la résistance de la démocratie, si besoin était. Il s'en est fallu de peu pour que le fruit de la démocratie tombe dans les mains de nostalgiques — pas seulement nostalgiques comme on aurait trop tendance à le croire — du Caudillo. Ce n'est pas l'investiture de Calvo Sotelo arrachée sans difficulté 48 heures après la tentative du coup d'Etat qui peut nous faire croire que les dissensions au sein de la classe politique espagnole se sont estompées comme par enchantement. Ce semblant d'unité, réalisée sur le tard pour la défense de la démocratie, ne doit pas nous induire en erreur.

Nous sommes encore loin de voir la levée des milices comme en 1936, même si en Catalogne il semblerait qu'une réaction était possible. C'est cela qui est important : les généraux et officiers fascistes se sont convaincus, si besoin était, que le système est d'une véritable noblesse. Nous devons aussi observer qu'il n'est pas admissible pour un Etat de se voir diminuer et assister à la distribution de son pouvoir à différents niveaux. Les autonomies régionales ne lui plaisent pas et il va sans dire que cela pèse dans la réaction de l'armée espagnole. Quelle est l'armée qui peut assister, impassible, au démantèlement de ce qu'elle considère comme les limites de sa patrie ou de ses conquêtes comme le firent savoir nos colonels qui montèrent sur Paris avec leurs paras, il n'y a pas plus de vingt ans, à propos de la guerre d'Algérie.

Il est important, pour nous anarchistes, d'observer le processus d'affrontement entre un pouvoir établi et un pouvoir à venir dans les régions, les moyens similaires employés par les uns et par les autres, l'utilisation des médias, de la violence, la reproduction des inégalités sociales.

Ce nationalisme qui se nourrit au sein de l'Etat pour lui ressembler, voire le dépasser en quadrillage social, est un ersatz que les anarchistes doivent combattre. Le cheminement des autonomies d'Espagne montre la voie à celles d'Europe et aux Etats qui ne veulent pas démoder de leurs centralismes et acquis coloniaux qu'ils croyaient à jamais scellés par l'histoire.

Si l'Espagne a présenté, sur le plan politique, des lacunes qu'ont tenté d'exploiter pas mal de ses militaires, personne ne parle du social. Ne comptent-elles pas ces élections syndicales ratées ? Ne compte-t-il pas le rejet — pas toujours solidement affirmé — par la classe ouvrière espagnole de son intégration dans les structures de collaboration de classes ? A-t-elle eu tort cette CNT de prendre le pari délicat, à son cinquième con-



La communiqué suivant a été publié dans le quotidien « El País », sous forme de publicité puisqu'il semble que c'est le seul moyen de faire savoir « les données passées sous silence dans les résultats des élections syndicales : 62,3% d'abstention » (CNT-AIT).

grès, de boycotter le type de représentation des travailleurs issu des élections professionnelles ? Tort de ne pas transiger les principes de l'action directe, quitte à jouer sa marginalisation de la vie syndicale ? Le rejet silencieux des élections syndicales par les travailleurs lui ont donné raison : 62,3% d'abstention. D'aucuns ne nous feront pas dire que ce score est l'œuvre exclusive de la CNT. Certes, elle a sa part, mais surtout elle a bien choisi et en plus, les classes ouvrières, malgré leur silence relatif, restent marquées par le caractère libérateur de la lutte ouvrière, qui refuse de se compromettre avec le patronat.

Secrétariat aux
Relations Internationales

Allemagne

Dans un précédent article, nous avons déjà mentionné les moyens éditants utilisés par les services de l'ordre pour contrôler et fichier mieux et plus vite les populations. L'électronique au service de la répression se porte bien, merci ! Témoin, le nouveau projet de construction d'un super-ordinateur réservé strictement aux BKA et LKA (polices fédérale et régionales). Il s'agit du Kriminalaktennachweis (KAN), c'est-à-dire l'index des actes criminels.

C'est donc sous ce nom que le ministre de l'Intérieur prévoit de mettre à la disposition du système policier un ordinateur qui permettra en quelques secondes d'indiquer qui est qui et qui fait quoi, et cela pour un large éventail de personnes. Le KAN sera une espèce de « d'ordinateur des ordinateurs », puisqu'il rassemblera toutes les données déjà stockées grâce à d'autres systèmes électroniques.

Pour le moment, le KAN est encore à l'état de projet, mais il devrait être la première partie du processus de perfectionnement du système INPOL (1). Une décision finale sera vraisemblablement prise lors de la conférence des ministres de l'Intérieur (2) en février 1981.

Pourtant, en juillet 81, au cours d'une réunion de travail des mêmes ministres sur le thème « Sécurité publique et Ordre » (tiens, tiens !), les participants avaient déjà jugé le projet « convenable ».

Les spécialistes en matière de protection des données ont vivement critiqué le projet. Le responsable au niveau fédéral pour la sécurité des données, Bull, a protesté contre le super ordinateur par une déclaration de quatre pages. Bull doutait entre autres du caractère « constitutionnel » de ce système dont la conception ne semble pas correspondre avec la juridiction en vigueur et qui va à l'encontre du principe fondamental de la proportionnalité. Le KAN signifie aussi rupture avec le principe de « répartition » des pouvoirs, puisque le BKA aura accès à toutes les données stockées par les polices régionales. Les responsables de la protection des données se réuniront en assemblée extraordinaire courant janvier pour discuter cette affaire.

Qu'est-ce qui fait le danger du KAN ? Au premier abord, les lignes directrices qui semblent tout à fait inoffensives : elles ne disent pas explicitement quelles seront les personnes mises sur ordinateur. Il est clair en tout cas que toute personne qui sera passée par le service anthropométrique, qui se trouve enregistrée comme élément « à sur-

veiller » aura automatiquement une fiche au BKA. En outre, on installera des KAN régionaux pour les Länder qui ont stocké un volume plus important de renseignements.

Le KAN n'est pas réellement dangereux par les données qu'il a en mémoire, mais plutôt parce qu'il représente : un immense registre auquel auront recours tous les policiers. Si auparavant les flics devaient téléphoner d'un commissariat à l'autre pour savoir si telle personne était « soupçonnée », il n'y aura plus dorénavant qu'une seule fiche modèle et une pression de bouton suffira pour indiquer les endroits où l'on peut retrouver les renseignements éparpillés dans les ordinateurs du territoire.

Seront donc stockées sur l'ordinateur toutes les personnes qui, pour une raison ou une autre, auront eu à faire à la police. Ce fichier, théoriquement réservé à la police, pourra être transmis aux tribunaux, au ministère public, au ministère des Finances, à l'Office pour la protection de la Constitution (Verfassungsschutz). N'importe qui passant devant un tribunal devra donc se faire à l'idée que le juge et le procureur connaissent parfaitement sa vie et ses actions. Pour cela, il suffit de téléphoner au commissariat, à condition que l'identité et le pouvoir de la personne au bout du fil soient établis.

Bref, de belles perspectives encore pour l'oppression qui reste avant tout la principale source de débouchés pour l'informatique.

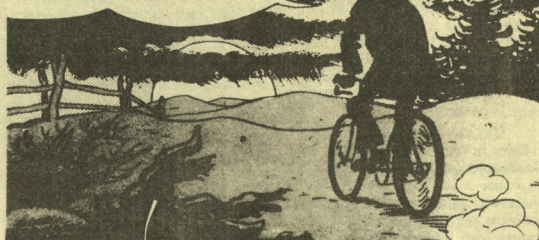
- (1) INPOL : système de fichage de la police.
- (2) Chaque Land a son ministre de l'Intérieur.

Belgique

A propos du procès des militants écologistes belges, nous avons reçu ce texte :

« Pour avoir dit merde aux grands soirs et aux lendemains qui déchantent, pour avoir voulu en finir avec l'univers du minabilis, cinq pieds nickelés médiatisés pirates verts ont voulu,

J' I'M A POOR
LONESOME ÉCOLOGIST



une belle nuit de juin, occuper l'Andrea Smits, bateau-poubelle de la campagne 1980 d'immersion de déchets radioactifs.

Incarcérés cinq mois pour déraison antinucléaire, nos motivations dépassent le nucléaire, elles sont individuelles, notre plateforme était une passerelle.

N'ayant rien à dire à personne, mais ayant tout à dire, notre procès sera votre espace de liberté, notre défense sera notre attaque. La vérité n'appartient à personne, écartons de nos têtes défraîchies le besoin de justifier, d'être justifiés. Que ce procès ne soit pas notre guilotine, notre laminoir, évinçant le débat...

Il s'agit de dénoncer la mainmise du pouvoir qui impose l'exploitation de l'électro-nucléaire par la politique du fait accompli : magouilles internationales, débats parlementaires toujours promis, jamais réalisés, dont l'issue participe de toute manière du même mensonge.

Il s'agit de dénoncer la Belgique, qui est le pays le plus nucléarisé au monde, le seul pays où les autoroutes éclairées nous signalent le cosmos... Tintin sur la lune...

Il s'agit, à l'heure de la déliquescence de la lutte antinucléaire, de dénoncer que toute marque d'opposition au système nucléaire est violemment réprimée, avec le consentement muet de progressistes de tout poil.

Il s'agit de dénoncer l'accumulation criminelle des déchets radioactifs dans les mines de sel désaffectées, dans la mer... Que le talon d'Achille du nucléaire en devienne le Vietnam.

A chacun qui ressent le nucléaire comme symptôme cancéreux de notre démocratie « pseudo » ; à quiconque qui a le désir de vivre et de cracher sur l'électro-nucléaire par ses côtés économique-politique-technico-médico-socio-scientifico-répressif, qu'il ait souffert ou qu'il soit touché de manière personnelle, nous proposons un espace en friche, les Assises du Nucléaire.

Huit des « 5 de Zeebrugge »

La première audience du procès se tiendra à Tournai, le 5 mars 1981.

C E ne...
marxistes se...
LE ». Leur...
primitives r...
déologique...
tés, pour e...
les principes...
vise à les fa...
ceps, dans...
globale PRÉ...
tonnant, dar...
en soient ré...
réinventer c...
dans la réa...
ne colle pas...
ré prétendur...
Bref, pour c...
tant soit pe...
l'être profon...
nous n'a...
à attendre...
tout juste b...
temement à...
St Engels (2...
laisser brâ...
plus, quand...
trop bruyant...
Borneman -...
ministre le...
prenne, à s...
de pied au c...
Pour ce...
ment historiq...
triarcat, Bor...
besogneux q...
soux (3). Il e...

O M...
aux enfans...
gique dit...
est bien...
On ne...
la première...
très loin...
probablem...
donner vi...
morte, vo...
dant que...
du créate...
le magiq...
mêler le...

Toute l'...
nette app...
tation entre...
que, entre...
nerie, l'épo...
ce de rue...
blague. Le...
trouvé leur...
les sanctu...
chés, vag...
lons litté...
faubourgs...
ses, quan...



La Vérité...
drogués (ric...
ni basané, n...

NOTE DE LECTURE

Ce n'est un secret pour personne (1), en matière d'ethnologie et d'anthropologie, les marxistes sont « d'une nullité RADICALE ». Leur discours sur les sociétés primitives relève exclusivement de l'idéologique. Au lieu d'étudier ces sociétés, pour ensuite tenter d'en dégager les principes essentiels, leur démarche vise à les faire rentrer, fut-ce aux forcés, dans le cadre figé d'une pensée globale PRE-ETABLIE : la leur. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'ils en soient réduits à déformer, voire à réinventer complètement, tout ce qui dans la réalité des sociétés primitives ne colle pas avec l'a priori de leur théorie prétendument scientifique de l'histoire. Bref, pour ce qui est de progresser un tant soit peu dans la connaissance de l'être profond de la société primitive, nous n'avons strictement rien à attendre d'anthropologues marxistes tout juste bons à répéter ou plus exactement à annoncer les évangiles selon St Engels (2). Le mieux est donc de les laisser brâner dans leur coin. Tout au plus, quand la bourrique délire un peu trop bruyamment — c'est le cas de Borneman — on peut toujours lui administrer le seul traitement qu'elle comprend, à savoir quelques bons coups de pied au cul !

Pour ce qui est de l'analyse purement historique du patriarcat et du matriarcat, Borneman ne diffère guère des besogneux que sont Godelier et Meillassoux (3). Il est platement, médiocrement,

désespérément nul, se contentant de répéter comme un perroquet les cantiques de la liturgie marxiste. Résumons-en la trame. A l'origine était le matriarcat. Dans ce type d'organisation sociale, la femme occupait la position centrale pour deux raisons : tout d'abord, elle était investie du pouvoir magique de la reproduction de l'espèce. On n'avait pas encore fait le rapprochement entre l'acte sexuel et la procréation; et en conséquence, la seule chose que l'on savait, c'est que l'enfant naissait de la mère. Cela permettait à la femme d'avoir de multiples partenaires et d'épanouir sa sexualité en ne recherchant que le plaisir. Ensuite, sur le plan économique, la femme était au moins l'égale de l'homme, la cueillette lui permettant de participer largement à la recherche de la subsistance. De cette prééminence, la femme ne tirait pourtant aucun profit social. Sa « nature » ne l'incitait pas à exercer une quelconque domination. Le clan était soudé, ignorant la division sociale, l'oppression et l'exploitation de certains par d'autres. Jusque là, ça colle à peu près... Où ça commence à dérailler sérieusement, c'est quand Borneman nous dépeint le passage du matriarcat au patriarcat. Pour lui, aucun doute à ce sujet, la transition s'est opérée par le truchement de la naissance et du développement des forces productives. Le matriarcat, en effet, était caractérisé par son économie de subsistance, voire de misère. On ne parvenait qu'à grand-peine à se nourrir. De

LE PATRIARCAT

cette incapacité à satisfaire les besoins fondamentaux est donc né l'outil, et avec lui, on est passé peu à peu de la cueillette à la chasse puis à l'agriculture. Dans ce nouveau contexte, la position de l'homme a changé du tout au tout. Plus apte à la chasse et à manier la charrue, il a acquis de ce fait une place prépondérante dans le groupe. Les choses auraient pu en rester là; et comme la femme dans le cadre du matriarcat, l'homme aurait pu ne tirer aucun profit social de sa position désormais prééminente dans la vie économique. Ce n'était pas dans sa « nature ». Aussi, de maître de l'économie, il est devenu maître du social et du politique. Il a soumis la femme, instauré le mariage monogamique et la filiation patrilinéaire. Il a introduit la hiérarchie et la division sociale dans le groupe, inventé la propriété privée, l'héritage et la guerre. Au fur et à mesure que les forces productives allaient se développant, dégageant de ce fait des surplus susceptibles d'appropriation, l'homme mettait en place la société de classes. L'Etat naissait simultanément pour maintenir par la force l'exploitation de la majorité par la minorité.

On le voit, le raisonnement est séduisant; il a pour lui l'apparence de la logique et tous les analphabètes politiques y succombent. Manque de pot, il est faux à la base. Les sociétés primitives, loin d'être des sociétés de la misère, sont au contraire des sociétés d'abondance (4) où le temps consacré à la recherche de la nourriture n'excède jamais quelques

heures par jour. De plus, même quand elles ont atteint le stade de la chasse ou de l'agriculture, les sociétés primitives n'en sont pas pour autant patriarcales. Mieux, dans tous les cas d'espèce; elles ignorent la division sociale; plus exactement, elles la refusent. Les sociétés primitives ne sont pas seulement des sociétés sans Etat, ce sont des sociétés contre l'Etat. Dans ces conditions, force est bien de constater que ce n'est pas la naissance des forces productives qui a enlanché le passage du matriarcat au patriarcat. Qu'il s'agisse là d'un élément favorisant cette transition, c'est certain, mais ce n'est pas suffisant pour parler d'une prééminence de l'économie sur le politique. Tout au contraire, et Clastres le démontre magistralement (5): dans les sociétés primitives, c'est le politique qui prime sur l'économique.

Sur de telles bases, il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les solutions que nous propose Borneman pour dépasser le patriarcat soient des impasses. Il faut véritablement être un marxiste délirant pour oser présenter « la dictature sur le prolétariat » comme le remède miracle à l'oppression de la femme par l'homme. Le brave homme pense de plus que « la voie de la libération de la femme passe obligatoirement par l'abolition de la différence sexuelle et le dépassement des trois handicaps biologiques que sont : la menstruation, la grossesse et la vulnérabilité des seins ». Obstacle insurmontable ? Sûrement

pas ! « Nous créerons des hommes avec des branches à la place des poumons et des hommes dont l'organisme ne sera plus assujéti à la pesanteur. De là à la suppression de la menstruation, il n'y a pas loin, et la recherche d'une autre méthode que la gestation dans le sein maternel ne devrait pas poser de grands problèmes ». Une telle conclusion se passe de commentaires ! Borneman est tout simplement fou à lier. Il a poussé l'anthropologie marxiste jusqu'au terme ultime de sa logique. On voit le résultat ! Et si le sort de millions d'êtres humains n'était pas actuellement entre les mains de tels névropathes, on serait tenté d'en rire !

Un livre à ne pas brûler donc ! Un jour, au musée que la Révolution élèvera à la connerie, il aura une place de choix !

Jean-Marc RAYNAUD

- (1) Pour les sceptiques, lire, entre autres, l'article « Les Marxistes et leur anthropologie » paru dans le livre de Pierre Clastres « Recherche d'anthropologie politique », éd. Seuil.
- (2) La référence principale du marxisme en matière d'anthropologie est le bouquin d'Engels « Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat ». Edit. Sociales.
- (3) Les locomotives françaises de l'anthropologie politique.
- (4) Cf. Marshall Sahlins : « Age de pierre, âge d'abondance ». Edit. Gallimard.
- (5) Cf. Pierre Clastres : « La Société contre l'Etat ». Edit. de Minuit.

« L'EAU ET LE FEU »

On ne connaît de la marionnette que les spectacles que l'on montre aux enfants, par souci pédagogique dit-on ! Cependant, il en est bien d'autres.

On ne sait quand est apparue la première marionnette. Loïn, très loïn dans la nuit des temps, probablement lorsqu'on a voulu donner vie et âme à la matière morte, voulant se donner pendant quelques instants le rôle du créateur, vouloir surmonter le magique, lier l'inconciliable, mêler le feu et l'eau.

Toute l'évolution de la marionnette apparaît comme une hésitation entre le sérieux et le comique, entre la poésie et la clownerie, l'épopée héroïque et la farce de rue, la philosophie et la blague. Les marionnettes ont trouvé leur place, aussi bien dans les sanctuaires que sur les marchés, vagabondant entre les salons littéraires, les auberges des faubourgs et les parvis des églises, quand ce n'était pas dans

la paille humide du cachot, voire du bûcher pour les animateurs, ces anonymes de l'histoire à qui nous devons beaucoup.

La tradition ancienne, populaire, bien souvent irrévérencieuse par rapport aux nobles et aux gouvernants, dégénère au début du XX^e siècle. Ses hé-

ritages (Guignol en France, Punch en Angleterre, Kasperek en Tchécoslovaquie, Tchanchié en Belgique, Vitez Lászlo en Hongrie, etc.) distraient encore le public, mais le vent de contestation qui les animait ne souffle plus.

Prenons deux exemples significatifs que tout le monde connaît :

- Polichinelle : son nom vient probablement de Pulcinella, personnage de la « Comedia del Arte ». Il s'installe au XVII^e siècle au Pont-Neuf. Paillard, ivrogne, grossier, insolent, il ravit vite les Parisiens avec ses lazzi dont Mazarin est la cible. Ses vertes plaisanteries lui attirent les foudres de Bossuet, qui réclame l'intervention de la police. Lors d'une tournée en Suisse, il échappera de peu au bûcher pour sorciers !...

Polichinelle s'appelle Punch en Angleterre, Kasperl en Allemagne, Petrouchka en Russie, Jan Klass en Hollande, Mester

Jekel au Danemark, Kasperek en Tchécoslovaquie.

- Guignol : le « père » de Guignol naît à Lyon en 1769 dans une famille de canuts, et c'est pas le pied à l'époque : misère, chômage, famine, etc. Guignol, au contraire de Polichinelle, a un visage souriant; il a bon caractère, mais ne se laisse pas faire; ses principales victimes sont le gendarme, le propriétaire et la concierge. Il gagne toujours par la ruse et la malice. Les ouvriers lyonnais apprécieraient; ils reconnaissent en lui leur porte-parole contestataire. Le drapeau noir flotte de temps en temps dans la région. Cela inquiète. On réprime les travailleurs, on interdit Guignol, on censure les pièces.

De nos jours, tous deux, et bien d'autres encore, ne sont plus que les héros de spectacles légalisés pour enfants. Espoir quand même ? Oui peut-être, car allier l'eau et le feu... De ce mariage naît la vapeur, source d'énergie, de mouvement, de V.I.E. J.S.

Jusqu'au 11 avril, au Petit TEP :

« MARIONNETTES 81 »

- Théâtre Drak (Tchécoslovaquie) : Deux interprètes qui animent à eux seuls 50 marionnettes pour nous faire revivre une aventure de Till l'espiègle, un spectacle dans un spectacle. (25, 27, 28 février à 20 h 30; 1^{er} mars à 15 heures).
 - Figuren Theater Triangel (Hollande) : Enchaînement de numéros de courte durée, dépourvus de texte, exécutés par des pantins, des masques et des marionnettes. Libre cours à l'imagination et à la fantaisie. (3, 4, 6, 7, 17, 18, 20, 21 mars à 20 h 30; 8, 22 mars à 15 heures).
 - Théâtre FMR « Ce soir, je sors » (France) : Un vieux monsieur, fou de music-hall, le réinvente sur scène; marionnettes et animateurs étrangement mêlés par le chant et le danse. (10, 11, 13, 14 mars à 20 h 30; 15 mars à 15 heures).
 - Gustaf und sein ensemble (Allemagne) : Suite de numéros au cours desquels sont explorées les émotions et les faiblesses humaines. Tantôt comique, tantôt tragique. (24, 25, 27, 28 mars à 20 h 30; 29 mars à 15 heures).
 - Peter Washinsky (RDA) : Lui, tout seul, avec un petit tapis, un cagnot, quelques boules, des petits morceaux de tissus et c'est la poésie qui vient. (31 mars; 1, 2, 3, 4, 7, 8, 10, 11 avril 20 h 30; 5 avril à 15 heures).
- Petit TEP : 17, rue Malte Brun, Paris 20^e, métro Gambetta.



La Vérité, pour tous ceux qui ne sont ni pédés, ni drogués (ricardés à la limite), ni femmes, ni gauchistes, ni basanés, ni...

Dieu et Mauvros !

Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao-tse-Toung... Un cocktail d'étonnant ?

Dieu est mon droit. Tout est dans la nuance...

La disparition de *Libération* pose de nombreux problèmes : celui de la presse, celui de l'autogestion, celui de la société

La disparition d'un journal n'est jamais réjouissante. *Libération* avait une place à part dans la presse française. Né des événements qui, en 1968, avaient secoué la société française, il avait gardé le ton persifleur de ses origines, même s'il avait passablement évolué pour devenir une feuille d'information. Attitude difficile entre les aspirations militantes de type gauchiste et la tentation d'accéder à un grand public, surtout lorsqu'on n'a pas derrière soi un parti solide qui forme le fond des lecteurs. *Libération* est mort justement de ce fossé profond qui sépare la presse idéologique des obligations de « rentabilité » de la presse moderne dans le cadre du système. J'ai sous les yeux le dernier numéro qui annonce sa disparition et il faut bien convenir qu'il ne manque pas de panache. Ce journal qui se sabordait gagnait des lecteurs, sa trésorerie était saine, mais il était enfermé dans un cadre d'où les rédacteurs, et en particulier Serge July, entendaient sortir pour se lancer dans le journalisme classique. *Libération* est mort ! C'est définitif et le journal que l'équipe doit relancer ne sera jamais plus *Libération* ! Mais la disparition de *Libération* pose un certain nombre de problèmes qu'il nous faut évacuer.

Nous n'avions pas avec *Libération* des rapports particuliers. Trop de choses nous séparaient et d'abord cette confusion, héritage de ses origines, qui en faisait le support de tous ces petits groupes intellectuels, enfants perdus de la Sorbonne, qui trépanaient à l'extrême-gauche entre la poire et le fromage, c'est-à-dire entre les délices de la société de consommation et les contraintes de la vie collective auxquelles ils voudraient bien échapper. Le maoïsme « français », qui avait été le terrain d'élection du journal, ses parrainages intellectuels prestigieux de personnages qui, eux aussi, avaient vécu politiquement le cul entre deux chaises, barbotant dans une mayonnaise où se diluaient le communisme, la chrétienté, le social, recettes merveilleuses pour faire une littérature qui plaît à tout le monde, avaient laissé des traces profondes sur une rédaction dont les jugements sur les événements concrets, à l'échelle nationale, rassemblés ou congrès, étaient plus viscéraux que longuement médités. Il est vrai que pour faire prolo, la rédaction se rattrapait sur les échos de boîte, genre « Agit Prop ». Cette manie de promouvoir avec délices tous les personnages qui quittaient une organisation révolutionnaire en faisant tapage était bien le signe le plus clair de son origine petite-bourgeoise et bouillonne. En cela, ils étaient bien les héritiers des Sartre, des Clavel, des Beauvoir qui les avaient tenus sur les fonds bap-

tismaux et qui ont passé, on ne sait trop pourquoi, pendant trente ans pour des révolutionnaires de luxe à exhiber à tous les carrefours. Après un certain nombre de mutations, l'équipe a craqué, et c'est peut-être le côté le plus pénible de ce qui sera un drame pour beaucoup et une comédie pour d'autres !

Ce qui avait été l'originalité de l'équipe de *Libération*, c'était incontestablement ses structures égalitaires dans le domaine économique et la tentative autogestionnaire de sa rédaction. Et c'est ce côté de l'entreprise, mieux que le contenu du produit, qui leur donnait un caractère attachant et retenait parfois (pas toujours) ma plume, lorsqu'ils se mêlaient de nous faire la leçon. Curieusement, c'est ce côté exemplaire qui a craqué, et c'est évident, plus du

même les autres qu'impose la société en place. L'autogestion, telle que la propose le parti socialiste, la CFDT, les groupuscules gauchistes dans le cadre d'un système capitaliste, morceau par morceau, est vouée à l'échec et à devenir un argument électoral ou de propagande, sans plus. Sa récupération par le parti communiste, organisation hiérarchisée, démontre bien qu'elle n'est dans ce cas rien d'autre qu'un argument électoral. L'échec de Lip nous l'avait démontré, la disparition de *Libération* le confirme.

L'autogestion n'est pas le moyen de construire pierre par pierre une société socialiste, l'autogestion est le fruit d'une révolution totale qui détruira le système et, dans ce domaine, je pense avec Bakounine que la

avoir inventé la pierre philosophale. Misère ! Où sont-ils donc ces personnages qui regardaient notre Fédération avec ironie ? Recyclés dans les mass-média de papa ! *Libération* reparaitra comme a reparu *Actuel*, en essayant de conserver ce ton-allibi de ses débuts pour ouvrir un créneau, mais il sera structuré sur le modèle de la presse capitaliste classique. Le moyen de faire autrement, direz-vous ? Peut-être, mais si on est resté révolutionnaire, il faut crier qu'une presse socialiste libertaire à grand tirage est impossible et que si les travailleurs veulent un journal révolutionnaire de masse, il faut le faire échapper au système économique, et par conséquent transformer ce système. Alors la presse sera le fruit de cet arbre somptueux qu'est une société socialiste. Bien sûr, la disparition de *Libération* attriste, mais comme il faut bien sourire, je vous renvoie à ce numéro de *Libération* qui, rendant compte du congrès de Force Ouvrière, parlait des anarchistes avec condescendance, nous donnant des leçons de stratégie révolutionnaire géniales relevant d'une « innocence » dont le drame qu'il vient de vivre devait bien corriger ses rédacteurs.

Bien sûr, la disparition comme la réapparition éventuelle de *Libération* pose un problème qui n'a pas encore été résolu, c'est celui des rapports de la presse idéologique avec la presse d'information. Je dis pas résolu, en dehors de l'*Humanité*, dont le résultat est médiocre pour un parti qui se réclame de sept cent mille adhérents et qui ne vend guère plus de cent mille numéros. C'est dire que l'attrait des militants pour leur presse n'est pas débordante, sans parler des sympathisants qui, eux, doivent préférer *Le Parisien libéré* ! En France, les journaux idéologiques ne sont pas lus, les journaux syndicaux qu'on impose en faisant payer la carte syndicale encore moins ! Le public n'a guère goût que pour la presse de grande information qui colore sa prose d'un soupçon d'idéologie. Et ce ne sont pas les perspectives qu'ouvre *Combat socialiste* qui redonneront de la vigueur à la presse d'opinion.

La presse, dont les structures sont celles de n'importe quelle industrie basée sur le profit, est obligée de se résoudre aux lois du système. July et ses amis l'ont compris et, au-delà des tremolos, c'est l'insertion dans les hiérarchies de salaire et d'influence qui ont guidé leur choix. Il n'existe plus que deux presses possibles, la presse de grande information qui peut parfois se camoufler sous des aspects politiques superficiels et la presse idéologique hebdomadaire, complément de la première. L'une vit du circuit commercial, l'autre des sacrifices

des militants. Les tentatives de *Actuel*, le premier, de *Libération* le deuxième ont échoué dans leur volonté d'être une presse intermédiaire. Bien sûr, si *Libération* reparait, July et ses amis feront semblant, et les nécessités de la publicité, la volonté de tirage permettant des salaires somptueusement modulés à partir de la convention collective de la profession, imposeront au journal un caractère classique dans le cadre de la société, évolution que le vocabulaire à la mode aura du mal à camoufler.

Il faut savoir ce que l'on veut. Un journal révolutionnaire ne façonne pas l'opinion. Il entretient l'idée que la pensée révolutionnaire existe et lorsque les circonstances le permettent, il alimente les révoltes parties d'autre part et qui trouvent en tripotant ses feuilles bien oubliées, des éléments de son combat. Et c'est ainsi qu'en 1968, tout le vieux socialisme utopique et libertaire a refait surface. C'est justement au moment où les hommes en ont ras-le-bol de la presse dont rêve July et que confectionnent les autres, que *Le Monde Libertaire* et quelques autres prendront une importance sans commune mesure avec celle que la société policée leur concède.

Et c'est dans les motifs qui ont amené la disparition de *Libération* que nous devons puiser notre volonté de confectionner contre vents et marées notre journal *Le Monde Libertaire* qui, lui, restera comme le témoin et la chaîne entre les temps présents et l'avenir. Un journal qui commentera l'événement dont la presse à sensation l'informe, non pas à partir des états d'âme circonstanciels du lecteur,



côté de la rédaction que de l'atelier où les ouvriers semblent, à ce qu'on lit, avoir accepté plus facilement d'aller jusqu'au bout de leur conviction ; et les pages où, dans le dernier numéro, ils expriment leur chagrin et leur rancœur sont émouvantes même si, dans leurs phrases, on retrouve trop de ces élans vers le chef qui cependant les a menés où ils sont, ce qui marque bien toute la différence qui existe entre les anarchistes et ce gauchisme spirituel à la recherche d'un « roi ». Le projet socialiste utopique de gestion d'un journal, *Libération* en l'occurrence, a échoué ! Ce pas pas pour nous étonner. *Libération* a été victime du milieu et pas seulement du milieu économique, mais des réflexes que les sociétés impriment à l'âme humaine.

Je n'ai pas cessé d'écrire dans *Le Monde Libertaire* que des plages d'autogestion dans le cadre du système capitaliste étaient impossibles, simplement par l'attraction que la société en place exerce sur les hommes qui la composent. Et il ne s'agissait pas d'être grand clerc pour l'affirmer, car depuis cent cinquante ans, toutes ces tentatives sous la forme de coopératives de production, de mutualité, de communautés ont échoué, laminées par les nécessités de vivre com-

destruction du régime capitaliste est la préface à toute construction d'une société socialiste égalitaire.

A *Libération*, nous avons vu naître les mêmes oppositions de classes et de clans que nous observons dans une industrie capitaliste libérale. Les éléments de l'entreprise en ont pris conscience, et à partir de cet instant, toutes les propositions de July, devenu un patron de combat classique, proposant les licenciements, la rentabilité, la compétence, à travers ce blabla que sont les assemblées d'intellectuels, ont été acceptées avec plus ou moins de réticence et comme une fatalité !

Ce qu'on peut reprocher au personnel de *Libération* placé devant l'inévitable, c'est de s'être contenté de pleurnicheries et de regrets sur le beau rêve humanitaire, sans en tirer les conclusions qui s'imposent, à savoir que toutes transformations sociales passent par la lutte révolutionnaire et que *Libération* dont ils rêvaient ne pouvait qu'être un des éléments de la société à construire sur les ruines de l'ancienne.

Non, nous ne reverrons plus *Libération*. Sa disparition me rappelle *Actuel* d'où l'esprit libertaire n'était pas absent, dont les militants se rabaient vers les communautés en se figurant



mais à travers une proposition révolutionnaire logique qui reste la seule à prendre le problème à la base, en proclamant que l'autogestion n'est pas un moyen, mais le fruit d'une transformation radicale dont le premier volet est la destruction de la société de classes.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.